

Manifestation de masse dans les « terres vierges » au Kazakhstan

Il y a eu des changements dans la hiérarchie de l'Etat et du Parti communiste dans la République du Kazakhstan. La chose est actuellement d'assez peu d'importance, des fonctionnaires s'élevant ou étant abaissés dans un appareil bureaucratique dépourvu de toute idéologie. Mais les changements récents au Kazakhstan ont fait suite à des événements sociaux qui, eux, ont une importance extraordinaire.

Tout d'abord, rappelons que le Kazakhstan est une vaste République soviétique en Asie, dont quelques lieux furent célèbres comme lieux d'exil sous Staline (Alma-Ata, Karaganda...). Mais c'est dans le Kazakhstan que Khrouchtchev a trouvé les non moins célèbres « terres vierges », dont le défrichement devait résoudre largement les problèmes de l'agriculture soviétique. Le projet était grandiose, et des centaines de milliers de jeunes Soviétiques avaient volontairement répondu à la campagne qui les appelait à aller ainsi participer à la construction du socialisme en Asie centrale.

Il y a un peu moins de trois mois, on annonçait une grève dans le Kazakhstan. La nouvelle était, provenant d'U.R.S.S., vraiment insolite.

Dans les premiers jours de janvier 1960, l'organe des Jeunesses communistes, la *Komsomolskaya Pravda*, publiait un rapport spécial du Comité central du P.C. du Kazakhstan dans lequel il était dit que dans les dernières six semaines des milliers de tonnes de farine, des milliers de paires de souliers et de bottes, des milliers de manteaux, vestes, chaussettes, et autres vêtements, etc. avaient été mis à la disposition des travailleurs des « terres vierges », fournis à la République du Kazakhstan par le principal organisme commercial de la Commission de Planification de l'U.R.S.S. En outre, la *Komsomolskaya Pravda* annonçait que l'on avait décidé de construire pour ces travailleurs des « terres vierges » plus de 700 magasins, dépôts, centres frigorifiques, et d'ouvrir plus de 600 boutiques de tailleurs, de coiffeurs, de cordonniers.

Mais, plus récemment encore, des informations ont été fournies dans le numéro de la *Kazakhstan Pravda*, du 21 janvier, qui a publié un rapport de Kunaev, lequel a remplacé Belyayev comme Premier secrétaire du parti dans la République.

On y apprend que plus de 140.000 ouvriers qualifiés en outillage agricole, dégoûtés des conditions de vie intolérables, avaient quitté leur travail et la région, rendant impossible la rentrée de la moisson. On y apprend que, de ce fait, environ 30.000 combinés et 11.000 moissonneuses se trouvaient indisponibles faute d'opérateurs, et que des centaines de milliers de tracteurs se trouvaient ainsi abandonnés.

Il n'est guère besoin de souligner l'importance de ces événements, tant les chiffres sont éloquentes. Cent quarante mille ouvriers qualifiés (sur un chiffre global de l'ordre du demi-million), ce ne fut peut-être pas à cette échelle une action collective, mais ce fut de toute façon une manifestation de masse.

Mais il y a plus. C'est pour la première fois, depuis que la bureaucratie gouverne en Union Soviétique, que les dirigeants, placés devant un important échec économique (le quota en blé ne fut pas atteint pour une quantité de l'ordre de 100 millions de pouds), ont publiquement reconnu que les ouvriers avaient des revendications légitimes et mis le blâme sur les dirigeants responsables des conditions de vie.

Il ne faut pas voir en cela un changement de nature de la bureaucratie, mais sa façon de réagir à une situation nouvelle pour elle. Si l'on peut avoir quelques doutes à ce sujet, qu'on se réfère à l'attitude de Gomulka, par exemple, qui en 1956 justifia la grève de Poznan, et qui depuis condamne les grèves.

Une situation nouvelle, disons-nous, mais dans quel sens ? Il est maintenant hors de doute que, dans la dernière période du règne de Staline, la situation, en U.R.S.S., avait atteint un degré de tension assez proche de l'explosion. Les successeurs de Staline ont tout de suite lâché du lest : l'ac-

cent fut mis aussi bien par Malenkov que Khrouchtchev sur la nécessité de satisfaire la population en biens de consommation. Ce qui caractérisa Khrouchtchev, c'est qu'il lâcha quelque chose non seulement sur le plan économique, mais aussi sur certains aspects politiques, afin de sauvegarder l'essentiel du pouvoir politique de la bureaucratie. Il n'est pas besoin que nous rappelions ici tout ce qui se passa, notamment autour du 20^e Congrès. On se rappelle également que, dans le cours de l'année 1957, la direction Khrouchtchev réussit à dresser une ligne d'arrêt dans la « déstalinisation », autrement dit un certain équilibre était rétabli dans la société soviétique.

Les événements du Kazakhstan sont un témoignage des plus grandes exigences des masses et aussi du fait que le poids des autorités, des règlements bureaucratiques, de la peur des autorités a considérablement diminué. Nous nous garderons d'en tirer des conclusions exagérées et d'y voir plus qu'une nouvelle étape dans les besoins des masses, notamment des jeunes, et de leur disposition à passer à certains actes pour obtenir satisfaction. Il ne faut pas oublier que de grands obstacles pèsent sur le développement des masses soviétiques. L'U.R.S.S. d'aujourd'hui n'est pas dominée par un tout petit nombre de centres urbains de la Russie d'Europe, comme c'était le cas pour la Russie d'autrefois. Les grandes villes s'étendent de Petrograd à Vladivostok. Mais surtout le stalinisme a détruit tout centre de pensée politique ; et, à la différence de jadis, les éléments d'avant-garde ne peuvent trouver dans le mouvement ouvrier « officiel » du reste du monde, une pensée, un guide, pour répondre aux problèmes auxquels ils ont à faire face. Seule la IV^e Internationale a assuré la continuité de la pensée bolchevique, mais ses moyens de rayonnement sont encore limités.

Néanmoins, la marche des événements s'avère irrésistible. La bureaucratie cherchera à ruser avec les lois de l'histoire. Mais celles-ci se font jour jusque dans le lointain Kazakhstan, parmi les « terres vierges » si chères à Khrouchtchev, et dans une jeunesse pour qui le socialisme n'est pas un vain mot. Les succès économiques et techniques de l'U.R.S.S., son développement culturel, et aussi l'atmosphère de « détente » internationale, ne manqueront pas d'accentuer les tendances qui, dans le pays de la Révolution d'Octobre, agissent dans le sens d'un « retour à Lénine ».

IRAK

Lutte de tendances entre communistes

Le gouvernement Kassem a accordé le droit aux partis de fonctionner, après avoir obtenu autorisation du ministère de l'Intérieur. Aussitôt, deux partis communistes ont sollicité cette autorisation. Jusqu'à présent, le gouvernement Kassem n'aurait pas pris position et laisserait ainsi le conflit entre communistes se développer publiquement.

Les nouvelles parvenues ne permettent pas de se faire une claire idée ni du rapport des forces entre les deux tendances en présence ni de leurs positions politiques respectives. A titre d'information, nous reproduisons ci-après ce qu'indiquent les dépêches des journalistes bourgeois à Bagdad.

L'une des fractions publie un organe intitulé « Ittihad Al Shaab » (« L'Union du Peuple »), et reproche à l'autre une « activité subversive » et un long record de lutte contre le parti.

L'autre groupe, qui serait numériquement plus faible, publie « Al Mabda » (« L'Idéal ») et est dirigé par Daoud Sayegh, reproche à la fraction de « Ittihad Al Shaab » un « dévianisme gauchiste » et prétend être vraiment léniniste.